

économie solidaire. La coopérative est devenue un exemple de réussite de production collective et agro-écologique (organique et équitable). En Espagne, en 2000, l'Association des ingénieurs industriels de la Catalogne a remis un prix de 10 000 \$US à la coopérative pour son procédé de déshydratation de fruits à l'énergie solaire. Parmi plus de 50 projets, celui de la COPAVI répondait le mieux à ces trois critères : engagement social, production soutenable et développement local. Les technologies utilisées étaient aussi évaluées.

Au début, les seize familles avaient un crédit de 9500 reals (environ 5000 \$CAN), «insuffisant pour développer une coopérative», raconte Walmir Stronzake, le comptable. Comme sa sœur Judith, il a été élevé au sein du MST. Après des cours techniques et une formation politique au sein du mouvement, Walmir a fait son baccalauréat en comptabilité et s'occupe maintenant de l'administration de la coopérative.

La sécurité au MST

Mais, échaudé par les massacres devenus notoires dans la presse internationale et par l'hostilité de la presse brésilienne en général, le MST cherche à moins s'exposer. La sécurité y est un point sensible et visiter un campement ou une installation n'est pas permis à n'importe qui. Cela explique en partie l'écart entre le dernier recensement agraire mené sous le gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso (droite, 1994-2002), en avril 1997, et les chiffres du MST. Le recensement national dénombrait 29 499 familles de sans-terre. L'estimation du MST était plutôt de 48 000 familles réparties dans 205 campements. Aujourd'hui, le MST affirme qu'il y a 80 000 familles de sans-terre au Brésil, soit 4 millions de personnes, auxquelles l'État devrait concéder environ 120 millions d'hectares de terres cultivables, à raison de 30 hectares par famille.

Les familles qui travaillent collectivement sur les terres arrachées aux latifundiaires par le MST ne se soucient pas d'avoir de titres de propriété. «En fait, le MST défend l'idée que les terres occupées demeurent une propriété collective», explique Walmir Stronzake. Le Mouvement des sans-terre ne veut pas que la réforme agraire se limite à distribuer des terres arables, précise l'avocat Patrick Mariano Gomes, lui aussi éduqué dans une coopérative du MST administrée par son père, un ancien banquier.



BRÉSIL 1999. Dans une installation (assentamentos) du Mouvement des sans-terre, dans le Rio Grande do Sul : un toit, l'eau courante, l'électricité, une terre à cultiver, une école.

Le MST refuse ainsi d'adhérer à la Banco da Terra (banque de terres) créée par le gouvernement Cardoso. Les familles obtenant une propriété agricole par l'entremise de la banque de terres n'ont aucun soutien du gouvernement. Elles finissent par craquer, à cause du manque de crédits et des conditions difficiles pour démarrer leur production, et leurs terres retournent aux mains de grands propriétaires, selon M. Gomes. «Le MST a vu ces programmes gouvernementaux comme des mesures palliatives visant en fait à désagréger le mouvement et à dilapider ses acquis», analyse-t-il.

Produire collectivement, bannir les semences transgéniques et la monoculture, favoriser l'agriculture de subsistance sont la marque de commerce du MST. En stimulant l'organisation sur le mode coopératif, le MST veut s'assurer que les terres ne retournent plus aux mains des spéculateurs et des grands propriétaires favorisant la monoculture. Le mouvement veille à ce que les terres restent entre les mains de petits producteurs coopérant autant dans une perspective politique qu'économique.

La politique des sans-terre

Résister à la police et à la férocité des propriétaires dépossédés de leurs terres a mené des dizaines de sans-terre à la mort. Dans le Pará (capitale Belém), au Nord du Brésil, un état presque aussi grand que le Québec, la propriété des terres est concentrée dans les mains de quelques familles y maintenant un régime quasi-féodal favorisé sous la dictature (1964-1986).

Le 17 avril 1996 s'y est déroulé un des plus sanglants épisodes de la lutte des sans-terre, à Eldorado dos Carajás. Quelque 150 policiers militaires fortement armés y ont assassiné 19 travailleurs et en ont battu 69 autres au point de les estropier pour la vie, lors d'une marche de 4000 familles réclamant des terres à cultiver pour se nourrir. Les policiers militaires ont été innocents par la justice, mais les protestations des instances internationales ont obligé l'État à réviser le procès. Le 17 avril 2000, l'architecte Oscar Niemeyer, le créateur de la capitale fédérale, Brasilia, a inauguré un monument, *La terre est aussi à nous*, identique à un premier érigé en souvenir de ces évé-

Lula da Silva, candidat du Parti des travailleurs (PT) du Brésil, accueilli en super héros au Forum social mondial de Porto Alegre, en février 2002, avait pris ses distances avec le MST pendant la campagne présidentielle. Depuis son arrivée au pouvoir, il cherche à lui donner des gages pour maintenir la trêve tacite à laquelle les sans-terre s'étaient tenus pendant la période électorale. Il explique son retard à tenir ses promesses de réforme agraire justement par les difficultés de l'accompagner de crédits suffisants pour le démarrage d'exploitations agricoles rentables.

«Le MST semble comprendre très bien que l'économie solidaire ne peut pas exister en dehors des choix macro-économiques d'un État qui s'esquive des projets sociaux en stimulant financièrement la société civile pour qu'elle administre la misère», analyse le pro-

pier légaux ou même de place pour travailler. Le Parti des travailleurs a encouragé l'économie solidaire comme facteur de changement social lorsqu'il formait le gouvernement dans le Rio Grande do Sul, où l'économie est pour moitié souterraine. L'économie solidaire (que l'on appelle économie sociale, au Québec) ne représente encore que 1% du produit intérieur brut (PIB) brésilien. À son arrivée au pouvoir, le président Lula da Silva a formé un secrétariat fédéral à l'économie solidaire.

La formule coopérative était incontournable dans les installations du MST. Au fil des années la direction a dû céder aux aspirations des familles qui préféreraient fonctionner de façon autonome. «Maintenant, la façon de distribuer la production dans les terres concédées par l'État (en coop ou en fermes familiales) est une décision

Le MST est plus qu'un rassemblement luttant pour la réforme agraire. Il joue un rôle politique crucial auprès du président Lula da Silva.

ments tragiques et détruit en 1997. «Le MST est devenu plus qu'un rassemblement luttant pour la réforme agraire au Brésil», selon le politologue Maurilio Galdino, qui vit maintenant à Montréal et a rédigé son mémoire de maîtrise sur le MST. Même indépendant des partis et des institutions, le MST joue un rôle politique crucial auprès du gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva, élu fin 2002. L'influence du MST n'est pas négligeable et le nouveau gouvernement du Brésil fait face à la fin de la courte trêve du MST depuis l'intronisation de celui que les Brésiliens nomment familièrement Lula.

fesseur Michel Chossudovsky, du département d'économie de l'Université d'Ottawa. Lula a inauguré sa présidence en annonçant un vaste programme d'aide alimentaire, pour les Brésiliens les plus pauvres, décrié par ses supporters les plus radicaux. Auteur de *La Mondialisation de la pauvreté, l'impact des réformes du FMI et de la Banque Mondiale* (Zed Books, Londres, 1997), Chossudovsky affirme que ces enjeux macro-économiques marginalisent l'économie solidaire. Dans le Rio Grande do Sul, où le MST est né, on trouverait de quelques centaines à... quelques milliers de coopératives, qui manquent de points de vente fixes, de pa-

qui revient surtout aux familles», confirme Armando Vieira Miranda, l'un des vingt représentants de l'État de Minas Gerais dans la coordination nationale du MST. «Tout dépend aussi de la conscience politique et de la réalité dans laquelle ces familles vivent», renchérit-il, ajoutant que le rôle du MST est de susciter une prise de conscience chez les sans-terre que l'efficacité de leur action réside dans l'union, l'organisation et le respect des principes du mouvement. □

1. Herbert de Souza et François. Bugnion, *Revolução da minha geração*. Cité par Jean Ziegler dans *Les nouveaux maîtres du monde*, p. 335

LA COOPÉRATION, TOUT LE MONDE Y GAGNE!

Le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, partenaire des entreprises coopératives

DES OUTILS ET DES SERVICES À VOTRE PORTÉE

Pour plus d'information, consultez notre site Internet à : www.mic.gouv.qc.ca/cooperatives

Finances, Économie et Recherche

Québec